

HOOFDSTUK 10. — Slotbepalingen

Art. 23. Ten minste om de drie jaar worden de in dit besluit bedoelde procedures voor de ontvangst en de opvolging van de meldingen door de Minister van Ambtenarenzaken geëvalueerd, rekening houdend met de feedback, met inbegrip van de gegevens in de jaarlijkse activiteitenverslagen van de integriteitsreferenten, en zo nodig aangepast. Het uitgevoerde onderzoek wordt vastgelegd in een samenvattend verslag.

Art. 24. Van de rechten waarin dit besluit voorziet, is geen ontheffing of beperking mogelijk bij overeenkomst, door beleid, of door arbeidswijze of arbeidsvoorwaarden, en evenmin door aan geschillen voorafgaande arbitrageovereenkomsten.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 26. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206722]

27 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les prix maximums pour le transport par taxis et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 fixant les prix maxima pour le transport par taxis

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, l'article 4, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 fixant les prix maxima pour le transport par taxis;

Vu le rapport du 2 mai 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 19 août 2022;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 29 juillet 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2022;

Vu l'avis n° 72.204/4 du Conseil d'État, donné le 12 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 21 octobre 1991 rendant obligatoire la convention collective de travail du 17 juillet 1991, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative au travail de nuit dans les entreprises de taxis;

Considérant l'avis du pôle " Mobilité ", donné le 29 août 2022;

Considérant qu'il convient d'adapter les prix maximums des services de transport par taxi afin de permettre une rémunération correcte de l'exploitant de taxis et partant du chauffeur salarié dans une mesure raisonnable pour le client, et d'éviter des pratiques peu transparentes et déloyales;

Considérant que ces prix doivent prendre en compte les différents paramètres propres au secteur et leur évolution;

Considérant que la dernière adaptation des prix effectuée se base sur des coûts de revient de l'année 2008; que le taux d'évolution de ces coûts s'élève à 31,25 pour cent, qu'il convient d'intégrer progressivement ce taux dans les prix maximums des services de transport de taxis;

Considérant qu'une augmentation trop brutale des tarifs risquerait de faire fuir la clientèle et serait donc préjudiciable au secteur;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « les courses de nuit » : les courses pour lesquelles la prise en charge du client se fait entre vingt-deux heures et six heures;

2° « le périmètre » : zone délimitée à l'intérieur de laquelle le retour du taxi à son lieu de stationnement n'est pas porté en compte;

3° dans les localités où le régime du périmètre n'est pas appliqué :

- « le Tarif I » : le tarif simple pratiqué lorsque le client n'abandonne pas le véhicule et se fait ramener à son point de départ.

- « le Tarif II » : le tarif pratiqué lorsque le client abandonne le véhicule et que celui-ci est ramené à vide à son point de départ, qui ne peut pas être supérieur au double du Tarif I.

4° dans les localités où le régime du périmètre est appliqué :

- « le Tarif I » : le tarif simple pratiqué à l'intérieur du périmètre.

- « le Tarif II » : le tarif appliqué lorsque le véhicule sort du périmètre sauf si le client, n'abandonnant pas le véhicule, se fait ramener à un point quelconque situé à l'intérieur du périmètre, qui ne peut pas être supérieur au double du Tarif I.

Art. 2. § 1^{er}. Les prix maximums, le pourboire et la taxe sur la valeur ajoutée compris, pour le transport de personnes par taxis, sont fixés comme suit dans les localités où le régime du périmètre n'est pas appliqué :

- 1° le montant de la prise en charge : 3.00 euros;
- 2° le prix kilométrique : 1.55 euros par kilomètre en charge;
- 3° les frais d'attente : 37.00 euros de l'heure;
- 4° le supplément forfaitaire pour les courses de nuit : 2.90 euros.

Le trajet peut être compté depuis le départ du garage ou du lieu de stationnement jusqu'au retour au même endroit. Le trajet à vide se fait par le chemin le plus court.

Il est fait application du Tarif I ou du Tarif II selon que le client abandonne ou pas le véhicule. Le conducteur s'assure des intentions du client avant l'enclenchement du tarif plus élevé.

§ 2. Les prix maximums, le pourboire et la taxe sur la valeur ajoutée compris, pour le transport de personnes par taxis, sont fixés comme suit dans les localités où le régime du périmètre est appliqué :

- 1° montant de la prise en charge : 2.80 euros;
- 2° prix kilométrique : 1.90 euros par kilomètre en charge;
- 3° frais d'attente : 37.00 euros de l'heure;
- 4° supplément forfaitaire pour les courses de nuit : 2.90 euros.

Le trajet peut être compté depuis la prise en charge du client jusqu'à la descente du client à l'intérieur du périmètre. Si le client descend en dehors du périmètre, le retour au périmètre peut être porté en compte, le retour à vide se faisant par le chemin le plus court.

Lorsque le véhicule sort du périmètre, le tarif est au maximum le double du tarif pratiqué à l'intérieur du périmètre, sauf si le client, n'abandonnant pas le véhicule, se fait ramener à un point quelconque situé à l'intérieur du périmètre.

Pour l'application de l'alinéa 3, le conducteur enclenche le dispositif de commande du tarif plus élevé lors de la sortie du périmètre et s'assure, avant l'enclenchement, de la destination finale du client.

Le montant de la prise en charge visée au § 2, 1° donne droit à la prise à domicile dans un rayon de 2.000 mètres du stationnement le plus proche de l'exploitant.

Art. 3. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions peut accorder des dérogations aux prix maximums pour tenir compte des circonstances locales.

Les demandes de dérogation sont adressées à la Direction du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures qui a le transport de personnes dans ses attributions et contiennent les données suivantes :

- 1° le nom et l'adresse du demandeur;
- 2° les tarifs actuels et demandés;
- 3° les raisons de la demande de dérogation ainsi que la justification chiffrée;
- 4° les comptes annuels des entreprises représentatives pour les trois derniers exercices et les comptes d'exploitation de la division concernée.

Le Ministre se prononce sur la dérogation dans les soixante jours.

Art. 4. L'exploitant peut accorder des remises commerciales au client si celles-ci respectent les tarifs maximums fixés dans le présent arrêté ou au sein d'un règlement communal.

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2014 fixant les prix maxima pour le transport par taxis est abrogé.

Art. 6. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 octobre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206722]

27. OKTOBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der Höchstpreise für den Transport mit dem Taxi und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Festsetzung der Höchstpreise für den Taxiverkehr

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste, Artikel 4 Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Festsetzung der Höchstpreise für den Taxiverkehr;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 2. Mai 2022;

Aufgrund der am 19. August 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 29. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund der am 28. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Oktober 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 72.204/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 1991, durch den das innerhalb der paritätischen Kommission für Transport abgeschlossene kollektive Arbeitsabkommen vom 17. Juli 1991 bezüglich der Nacharbeit in Taxiunternehmen verbindlich wird;

In Erwägung des am 29. August 2022 abgegebenen Gutachtens des Pools "Mobilität";

In der Erwägung, dass sich eine Anpassung der Höchstpreise der Taxidienste empfiehlt, um eine angemessene Entlohnung der Taxibetreiber und somit auch der angestellten Fahrer in einer den Kunden zumutbaren Weise zu ermöglichen, und um wenig transparente und unlautere Praktiken zu vermeiden;

In der Erwägung, dass diese Preise die verschiedenen sektorspezifischen Parameter und deren Entwicklung berücksichtigen müssen;

In der Erwägung, dass die letzte Preisanpassung auf Basis der Kostenpreise des Jahres 2008 vorgenommen wurde; dass der Anpassungssatz für diese Preise sich auf 31,25 % beläuft; dass es angebracht ist, diesen Satz nur allmählich auf die Höchstpreise der Taxidienste anzuwenden;

In der Erwägung, dass eine zu plötzliche Preiserhöhung dazu führen könnte, dass die Kunden sich abwenden, und deswegen dem Sektor abträglich wäre;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Nachtfahrten": die Fahrten, für die die Übernahme des Kunden zwischen 22 Uhr und 6 Uhr erfolgt;

2° "Umkreis": die abgegrenzte Zone, innerhalb deren die Rückfahrt des Taxis zu seinem Parkplatz nicht in Rechnung gestellt wird;

3° in Ortschaften, in denen das System der Umkreisbegrenzung nicht angewandt wird:

- "Tarif I": der Einfachtarif, der angewandt wird, wenn der Kunde das Fahrzeug nicht verlässt und sich zu seinem Abfahrtsort zurückfahren lässt.

- "Tarif II": der Tarif, der angewandt wird, wenn der Kunde das Fahrzeug verlässt und dieses ohne Fahrgast zu seinem Abfahrtsort zurückgebracht wird, und der nicht mehr als das Doppelte des Tarifs I betragen darf.

4° in Ortschaften, in denen das System der Umkreisbegrenzung angewandt wird:

- "Tarif I": der Einfachtarif, der innerhalb des Umkreises angewandt wird.

- "Tarif II": der Tarif, der angewandt wird, wenn das Fahrzeug den Umkreis verlässt, es sei denn, der Kunde verlässt das Fahrzeug nicht und lässt sich zu einem beliebigen Punkt innerhalb des Umkreises zurückbringen. Dieser Tarif darf nicht mehr als das Doppelte des Tarifs I betragen.

Art. 2 - § 1. Die Höchstpreise - einschließlich Trinkgeld und Mehrwertsteuer - für die Personenbeförderung durch Taxis werden in Ortschaften, in denen das System der Umkreisbegrenzung nicht angewandt wird, folgendermaßen festgesetzt:

1° Betrag für die Übernahme: 3,00 Euro;

2° Kilometerpreis: 1,55 Euro pro Kilometer mit Fahrgast;

3° Wartekosten: 37,00 Euro pro Stunde;

4° Pauschalzuschlag für Nachtfahrten: 2,90 Euro.

Die Fahrt kann von der Abfahrt aus der Taxizentrale oder von dem Parkplatz an bis hin zur Rückkehr zum selben Ort berechnet werden. Die Leerfahrt erfolgt über den kürzesten Weg.

Je nachdem, ob der Kunde das Fahrzeug verlässt oder nicht, wird Tarif I oder Tarif II angewandt. Der Fahrer muss sich über die Absichten des Kunden vor dem Einsetzen des höheren Tarifs erkundigen.

§ 2. Die Höchstpreise - einschließlich Trinkgeld und Mehrwertsteuer - für die Personenbeförderung durch Taxis werden in Ortschaften, in denen das System der Umkreisbegrenzung angewandt wird, folgendermaßen festgesetzt:

1° Betrag für die Übernahme: 2,80 Euro;

2° Kilometerpreis: 1,90 Euro pro Kilometer mit Fahrgast;

3° Wartekosten: 37,00 Euro pro Stunde;

4° Pauschalzuschlag für Nachtfahrten: 2,90 Euro.

Die Fahrt kann ab der Übernahme des Kunden bis zum Aussteigen des Kunden innerhalb des Umkreises berechnet werden. Wenn der Kunde außerhalb des Umkreises aussteigt, kann die Rückfahrt zum Umkreis berechnet werden, wobei diese Leerrückfahrt über den kürzesten Weg zu erfolgen hat.

Wenn das Fahrzeug den Umkreis verlässt, beträgt der Tarif höchstens das Doppelte des Tarifs innerhalb des Umkreises, es sei denn, der Kunde verlässt das Fahrzeug nicht, sondern lässt sich zu einem beliebigen Punkt innerhalb des Umkreises zurückbringen.

Im Rahmen der Anwendung von Absatz 3 schaltet der Fahrer beim Verlassen des Umkreises die Vorrichtung zur Anwendung des höheren Tarifs ein und vergewissert sich vor dem Einschalten, wo sich der Endzielort des Kunden befindet.

Der Betrag der Übernahme gemäß § 2 Ziffer 1 berechtigt zur Abholung von der Wohnung in einem Umkreis von 2.000 m des dem Standort des Betreibers nächstgelegenen Parkplatzes.

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, kann Ausnahmen von den Höchstpreisen gewähren, um den örtlichen Gegebenheiten Rechnung zu tragen.

Anträge auf Ausnahmeregelungen werden an die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen, zu deren Zuständigkeitsbereich die Personenbeförderung gehört, gerichtet und enthalten die folgenden Angaben:

1° den Namen und die Anschrift des Antragstellers,

2° die aktuellen und die beantragten Tarife,

3° die Gründe für die Beantragung der Abweichung und eine durch Zahlen gestützte Rechtfertigung,

4° die Jahresrechnungen der für die letzten drei Geschäftsjahre repräsentativen Unternehmen und die Betriebsrechnungen der betroffenen Abteilung.

Der Minister entscheidet innerhalb von sechzig Tagen über die Ausnahmeregelung.

Art. 4 - Der Betreiber kann dem Kunden Preisnachlässe gewähren, sofern er sich dabei an die im vorliegenden Erlass oder in einer Gemeindeverordnung festgesetzten Höchsttarife hält.

Art. 5 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014 zur Festsetzung der Höchstpreise für den Taxiverkehr wird aufgehoben.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Oktober 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206722]

27 OKTOBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur, inzonderheid op artikel 4, lid 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's;

Gelet op het rapport van 2 mei 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 11°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 augustus 2022;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 29 juli 2022;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 2022;

Gelet op advies nr. 72.204/4 van de Raad van State, gegeven op 12 oktober 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1991 waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juli 1991, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de nachtarbeid in de ondernemingen van taxi's;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Mobilitéit", gegeven op 29 augustus 2022;

Overwegende dat de maximumprijzen voor de vervoerdiensten met taxi dienen aangepast te worden om een degelijke vergoeding van de exploitant en dus ook van de loontrekkende chauffeurs toe te laten, voor zover dit redelijk blijft voor de klant, en om weinig transparante en oneerlijke praktijken te voorkomen;

Overwegende dat deze prijzen rekening moeten houden met de verschillende parameters die eigen zijn aan de sector en met hun evolutie;

Overwegende dat de laatste aanpassing van de prijzen gebaseerd is op de kostprijzen van het jaar 2008; dat het ontwikkelingspercentage van deze kosten 31,25 % bedraagt; dat dit percentage geleidelijk aan in de maximumprijzen van de vervoerdiensten met taxi's dient opgenomen te worden;

Overwegende dat een te hevige verhoging van de tarieven de klanten zou doen vluchten en dus nadelig zou zijn voor de sector;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "nachtritten" : de ritten waarbij het instappen van de klant gebeurt tussen 22 uur en 6 uur;

2° "perimeter" : lijn die een zone afbakt binnen dewelke de terugrit van de taxi naar zijn standplaats niet aan de klant wordt aangerekend;

3° in de lokaliteiten waar het perimeterstelsel niet wordt toegepast :

- "Tarief I" : het enkelvoudige tarief dat wordt toegepast als de klant het voertuig niet verlaat en zich naar zijn vertrekpunt laat terugbrengen;

- "Tarief II" : het tarief dat wordt toegepast als de klant het voertuig verlaat en het voertuig leeg naar zijn vertrekpunt terugkeert en dat niet hoger mag zijn dan het dubbele van het Tarief I.

4° in de lokaliteiten waar het perimeterstelsel wordt toegepast :

- "Tarief I" : het enkelvoudige tarief dat binnen de perimeter wordt toegepast;

- "Tarief II" : het tarief dat wordt toegepast wanneer het voertuig het perimeter verlaat behalve als de klant het voertuig niet verlaat en zich laat terugvoeren naar een binnen de perimeter gelegen willekeurige plaats, en dat niet hoger mag zijn dan het dubbele van het Tarief I.

Art. 2. § 1. De maximumprijzen, fooi en belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen, voor het vervoer van personen met taxi's, worden als volgt vastgesteld in de lokaliteiten waar het perimeterstelsel niet wordt toegepast :

1° opnemingsbedrag : 3.00 euro;

2° kilometerprijs : 1.55 euro per afgelegde kilometer;

3° wachtgeld : 37.00 euro per uur;

4° forfaitaire toeslag voor nachtritten : 2.90 euro.

De afstand mag worden berekend vanaf het vertrek van de garage of de standplaats tot de terugkeer op dezelfde plaats. De afstand zonder passagier dient langs de kortste weg te worden afgelegd.

Tarief I of Tarief II wordt toegepast naargelang de klant het voertuig verlaat of niet. De chauffeur moet vergewist zijn van de bedoelingen van de klant voordat het hogere tarief wordt geactiveerd.

§ 2. De maximumprijzen, fooi en belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen, voor het vervoer van personen met taxi's, worden als volgt vastgesteld in de lokaliteiten waar het perimeterstelsel wordt toegepast :

1° opnemingsbedrag : 2.80 euro;

2° kilometerprijs : 1.90 euro per afgelegde kilometer;

3° wachtgeld : 37.00 euro per uur;

4° forfaitaire toeslag voor nachtritten : 2.90 euro.

De afstand mag worden berekend vanaf het instappen van de klant tot het uitstappen van de klant binnen de perimeter. Indien de klant buiten de perimeter uitstapt, mag de terugrit tot de perimeter worden aangerekend, met dien verstande dat de terugrit langs de kortste weg moet geschieden.

Wanneer het voertuig de perimeter verlaat, bedraagt het tarief ten hoogste het dubbele van het tarief dat binnen de perimeter wordt aangerekend, tenzij de klant, die het voertuig niet verlaat, wordt teruggebracht naar een punt binnen de perimeter.

Voor de toepassing van het derde lid, schakelt de chauffeur de bedieningsinrichting van het hogere tarief bij het verlaten van de perimeter en zorgt hij ervoor dat, alvorens in te schakelen, de eindbestemming van de klant bekend is.

Het opnemingsbedrag bedoel in § 2, 1° geeft recht op het thuis afhalen binnen een straal van 2.000 meter, gerekend vanaf de dichtst bijgelegen standplaats van de exploitant.

Art. 3. De Minister van Mobiliteit kan afwijkingen van de maximumprijzen toestaan om rekening te houden met plaatselijke omstandigheden

De aanvragen om afwijking worden gericht aan de "Direction du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures" (Directie van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur), die verantwoordelijk is voor het personenvervoer, en bevatten de volgende gegevens :

1° de naam en het adres van de aanvrager;

2° de actuele en de gevraagde tarieven;

3° de redenen voor de indiening van de aanvraag om afwijking evenals de becijferde rechtvaardiging ervan;

4° de jaarrekeningen van de representatieve ondernemingen voor de laatste drie boekjaren en de uitbatingsrekeningen van de betrokken afdeling.

De Minister spreekt zich uit binnen 60 dagen over de afwijking.

Art. 4. De exploitant mag de klant commerciële verminderingen toestaan voor zover deze verminderingen het in dit besluit of binnen een gemeentelijk reglement vastgesteld maximumtarief naleven.

Art. 5. Het besluit van de Waalse Regering van 13 maart 2014 tot vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's wordt opgeheven.

Art. 6. De Minister die bevoegd is voor Mobiliteit, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 oktober 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY